

Des millions d'enfants privés... d'enfance

Claude Gauvreau

«**P**lus jeune, mes deux héros étaient Gandhi et Mère Teresa», lance avec fierté Roxana Robin, étudiante au certificat en intervention psychosociale. À 29 ans, elle est la fondatrice d'*Aide internationale pour l'enfance* (AIBE), un organisme sans but lucratif qui vise à ouvrir des maisons d'accueil pour les enfants victimes d'exploitation économique et d'abus sexuels de toutes sortes.

Originaire du Bangladesh, Roxana a décidé très jeune qu'elle refuserait l'intolérable. Et, pour elle, l'intolérable ce sont les millions d'enfants enrôlés de force dans les conflits armés, contraints à se prostituer, domestiques à temps plein, et tous les autres qui sont maltraités. Son organisme cherche présentement à amasser des fonds afin de créer, en juin prochain, une première maison d'accueil en Inde pouvant recevoir une trentaine d'enfants de 6 à 12 ans. «Le 5 novembre dernier, nous avons fait un pas dans la bonne direction en organisant un spectacle bénéfice au théâtre Outremont à Montréal qui a rassemblé 500 personnes et permis de récolter un peu plus de 27 000 \$», dit-elle avec enthousiasme.

Une exploitation économique et sexuelle

Quand on l'interroge sur le sort réservé aux enfants de la planète, Roxana devient intarissable. En 1998, l'Organisation mondiale du travail estimait à près de 250 millions le nombre d'enfants de cinq à 14 ans qui, dans les seuls pays en dévelop-

pement, étaient exploités comme main-d'œuvre à bon marché, rappelle-t-elle. Plusieurs d'entre eux sont employés dans l'agriculture ou comme domestiques, tandis que les moins «chanceux» travaillent dans des secteurs dangereux pour leur santé : industrie chimique, verrerie, fabriques de munitions, mines de charbon, etc. Mais il ne faut pas croire que les pays industrialisés font exception, ajoute-t-elle. En Europe centrale et orientale, par exemple, le travail des enfants est réapparu à la suite des bouleversements économiques et sociaux résultant du passage à l'économie de marché.

Selon d'autres chiffres effarants de l'UNICEF, plus d'un million d'enfants, en 1995, se prostituaient en Asie et probablement autant dans le reste du monde, dont 300 000 aux États-Unis. En effet, la prostitution et la pornographie enfantines, généralement organisées par des réseaux mafieux, toucheraient aujourd'hui toutes les régions de la planète. «Les facteurs qui conduisent les enfants à travailler ou à se prostituer, dans les pays en développement comme ailleurs, sont d'ordre socio-économiques : la pauvreté, la pauvreté et la pauvreté», affirme Roxana.

Par ailleurs, souligne-t-elle, il existe, depuis 1989, une convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, un document juridique international qui prend la défense des enfants au nom du «principe des trois P» : Prestation (soins, éducation, sécurité sociale), Protection (contre la torture ou l'exploitation au travail) et Participation (liberté d'expression et

de pensée). Évidemment, comme tout traité international en matière de droits de la personne, son application dépend de la volonté politique des États. Néanmoins, soutient Roxana, cette convention permet de donner un fondement légal aux interventions de tous ceux qui veulent protéger les enfants.

Redonner liberté et autonomie

Adoptée à l'âge de deux ans et demi, Roxana Robin a grandi en France. À 18 ans, elle part vivre deux ans aux États-Unis et finit par s'établir au Québec. Après des études de ballet classique et des boulots divers, elle quitte tout pour aller travailler dans un orphelinat en Inde. «Ce fut pour moi l'élément déclencheur.» C'est à partir de ce moment qu'elle décide de consacrer ses énergies à la défense des droits des enfants. Et c'est à son retour à Montréal qu'elle amorce les démarches afin de mettre sur pied une organisation internationale susceptible d'aider les enfants là où les besoins sont les plus criants.

Aide internationale pour l'enfance, aujourd'hui reconnu comme un organisme de charité par le gouvernement fédéral, veut offrir aux enfants maltraités un accès à l'éducation, à des soins sanitaires et alimentaires, ainsi qu'à un soutien affectif et psychologique. Il s'agit de leur rendre la liberté et l'autonomie dont ils ont été privés.

«La première maison d'accueil sera créée dans l'État du Rajasthan, en Inde, là où se trouvent des gens prêts à travailler avec nous, explique Roxana. Nous devons tisser des liens



Photo : Michel Giroux

Roxana Robin, étudiante au certificat en intervention psychosociale.

avec des organismes qui interviennent déjà auprès des communautés locales touchées par le fléau du tourisme sexuel ou l'exploitation générale des enfants. Par exemple, nous entendons renforcer nos contacts avec la South Asian Coalition on Child Servitude (SACCS) qui possède des bureaux dans différents pays d'Asie. Nous aspirons fonder plusieurs maisons d'accueil en Inde et ailleurs.»

Roxana a la tête remplie de projets et ne manque surtout pas de persévérance. «J'atteindrai mes objectifs même si cela doit prendre dix ans. Je suis jeune et j'ai la vie devant moi. Je me souviens de la journée où l'idée de fonder un tel organisme a été évoquée

pour la première fois. J'étais au parc Lafontaine avec mon amie Annie Beaucage qui m'accompagne dans cette aventure depuis les tout débuts. Nous avons ni papiers, ni crayons, mais nous voulions faire quelque chose. C'était un rêve. Nous y avons cru et nous continuons d'y croire.»

Pour plus d'informations :
(514) 481-8088

courriel : aipe_cci@yahoo.ca ●